

APRES - BAC

infos



Juin 2017

Actualisé en Mars 2019

Choisir le Droit et les Carrières Juridiques dans l'Académie de Lille

Après Bac Infos
Lycéens

Le Droit

C'est l'ensemble des dispositions qui règlent le statut des personnes et des biens, ainsi que les rapports que les personnes publiques ou privées entretiennent entre elles. Le droit est issu pour l'essentiel des lois votées au Parlement par les députés et les sénateurs. Les textes de loi (code civil, code pénal, etc.) sont les outils indispensables des acteurs de la Justice.

Chaque année, de nombreux bacheliers choisissent d'étudier le droit après le bac. Parmi ces futurs étudiants, certains rêvent de devenir avocat ou magistrat, d'autres veulent défendre la planète ou les droits de l'homme ou encore s'engager dans une carrière politique. Pour la majorité des étudiants, le droit est souvent choisi par curiosité ou simple attrait pour la matière. Quoi qu'il en soit, le droit étudié à l'université est une discipline nouvelle pour tous les lycéens.

La Justice

C'est un service public, qui garantit les libertés individuelles et l'État de droit.

La justice veille à l'application de la Loi et garantit le respect des droits de chacun.

Le Droit : un domaine d'études étendu et complexe !

Le droit est un vaste domaine d'études qui se divise à l'université en 2 catégories : **droit privé et droit public**. Dès la première année de licence, tous les étudiants en droit s'initient à ces 2 grands champs d'études qui se déclinent en différentes branches.

Droit privé ou droit public : le choix est important pour les spécialisations en licence et la poursuite d'études en master. A l'issue de la licence, près de 3 étudiants sur 4 choisissent le droit privé.

Droit privé

C'est l'ensemble des règles qui régissent les rapports entre les personnes physiques (particuliers) ou morales (entreprises, associations...).

Principales branches : droit civil (droit des personnes, de la famille, des biens...), droit social (droit du travail, sécurité sociale), droit des affaires (droit commercial, des sociétés, bancaire, droit des assurances...), etc.

Droit public

C'est l'ensemble des règles qui régissent l'organisation et le fonctionnement de l'Etat, de l'administration, des collectivités territoriales et des institutions rattachées à l'Etat ainsi que leurs relations avec les personnes privées. Le droit public défend l'intérêt général.

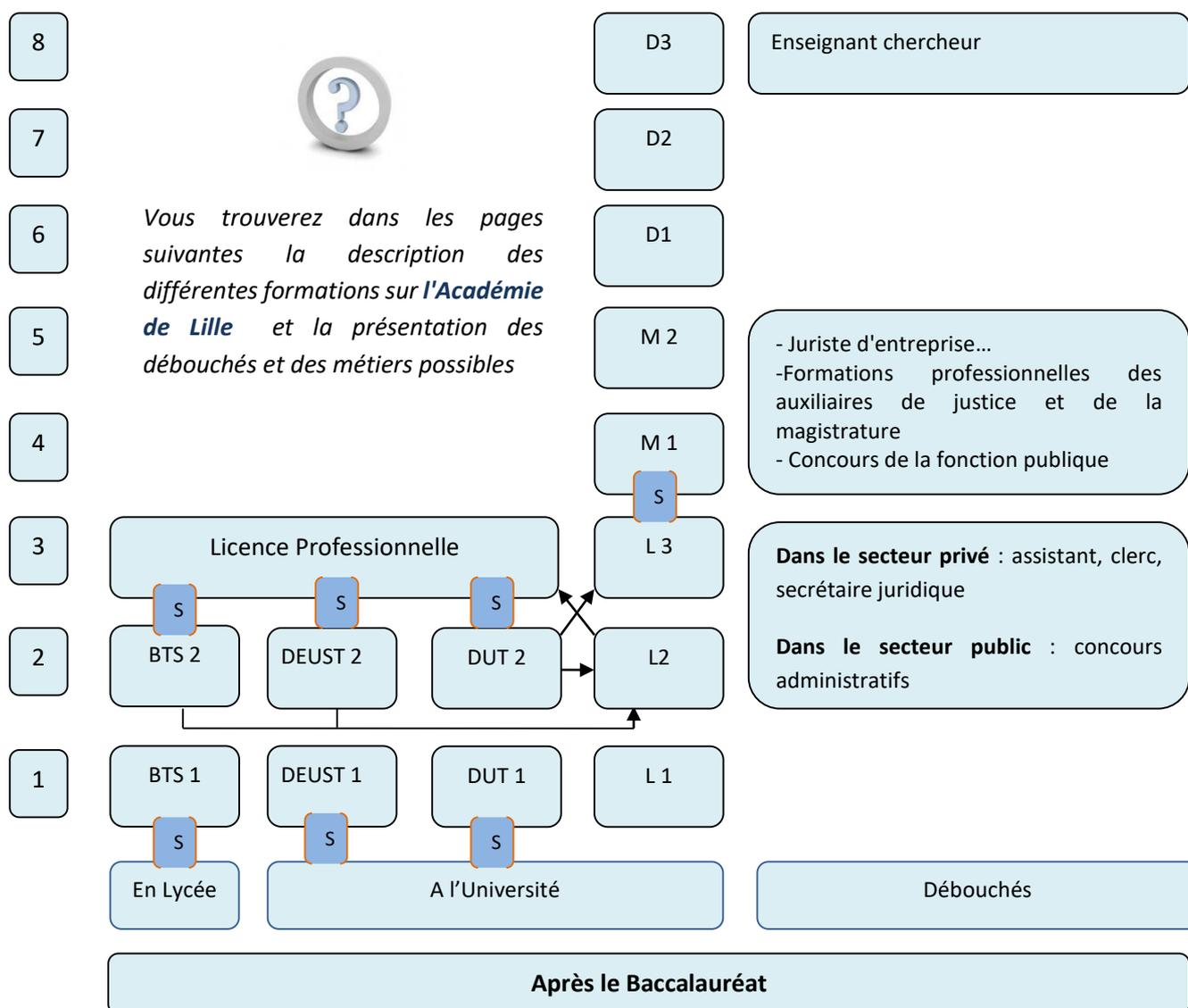
Principales branches : droit constitutionnel, droit administratif, droit européen, droit de l'environnement, etc.

Et comme rien n'est simple dans le droit, certaines branches peuvent relever à la fois du droit privé et du droit public. Exemples : le droit international, le droit fiscal, le droit pénal ...

Du Bac +2 au Bac +5, des parcours variés

Les formations du droit et de la justice vont du Bac +2 au Bac +5 voire au-delà pour les formations professionnelles de certains métiers du droit : magistrat, notaire, huissier...

"Après le bac, je peux choisir de préparer une **licence de Droit** ou bien me diriger vers des études courtes à visée professionnelle : **BTS Notariat, DUT Carrières juridiques, DEUST Assistant juridique....**"



BTS : Brevet de Technicien Supérieur
 DEUST : Diplôme d'Etudes Universitaires en Sciences et Techniques
 DUT : Diplôme Universitaire de Technologie
 L : Licence
 M : Master
 D : Doctorat

 Accès sélectif
 Passerelles

A l'université, les études de droit commencent par la **licence** (bac +3) et se poursuivent en **master** (bac +5). Premier objectif de l'étudiant en droit : obtenir la licence de droit, en 3 ans.

En 2017, 15,5 % des bacheliers étaient inscrits en Licence 1 de droit ou science politique en France. (Après bac national, Onisep, 2019)

Licence mention Droit

Elle forme en 3 ans des juristes généralistes. Les deux premières années apportent les connaissances juridiques fondamentales. Une bonne culture générale, des références historiques de base et une aisance à l'écrit comme à l'oral sont des pré requis indispensables pour réussir les études de droit à l'université

Où : à l'Université

Quel bac : en priorité pour les bacs ES, L, S ou bac STMG avec un très bon niveau général

Au Programme : histoire du droit, droit constitutionnel et civil, droit privé des personnes et de la famille, droit pénal ..., langue vivante, matières optionnelles (droit, économie, science politique...)

Organisation des études : cours magistraux en amphithéâtre, travaux dirigés en salles de cours

Evaluation : examen à l'issue de chaque semestre. Pour obtenir la licence il faut valider 6 semestres

Dans l'Académie de Lille

Certaines universités proposent des **doubles cursus** ou des **parcours spécifiques** dès la 1^{re} année.

Licence droit histoire de l'art-annexe de Cambrai- Université Lille

Licence droit parcours droit-langues - FDEG - Université Polytechnique Hauts de France

Licence droit option Académie ESJ (École Supérieure de Journalisme)- Université Lille

Conseils d'un étudiant en master

« En licence, mon temps de travail se divisait en 3 parties : d'une part, relire, comprendre et approfondir les cours magistraux, d'autre part bien préparer les TD, les travailler en bibliothèque universitaire (BU) et enfin réviser utilement les examens : comprendre avant d'apprendre, mettre en fiche les notions clés vues en cours et en TD. »

Nicolas G., Master Droit des affaires

(Source : www.lepetitjuriste.fr)

En moyenne, entre 30 et 50 % des étudiants franchissent le cap de la 1^{re} année. (Après bac national, Onisep, 2019)

Réussir la Licence de Droit

Etudier le droit à l'Université, c'est s'engager dans un cursus difficile et exigeant.

Le droit nécessite un travail régulier et continu : apprendre et comprendre le vocabulaire ainsi que les notions spécifiques au droit sont indispensables.

Comme pour toutes filières de licence, **un étudiant peut choisir**, s'il le souhaite, de se réorienter vers **d'autres filières à l'issue du 1^{er} semestre** ou **de la première année de licence**.

Les conseils d'un chargé de TD (Travaux Dirigés)

« Les études juridiques fonctionnent sur la pratique méthodologique : c'est par la pratique que l'on devient juriste ! Or c'est en TD qu'il vous sera donné des exercices « types-examens » et leur correction. La participation active au TD permet la maîtrise rapide du vocabulaire juridique. Le droit est un langage qui ne peut s'acquérir que par la participation active à l'écrit comme à l'oral. »

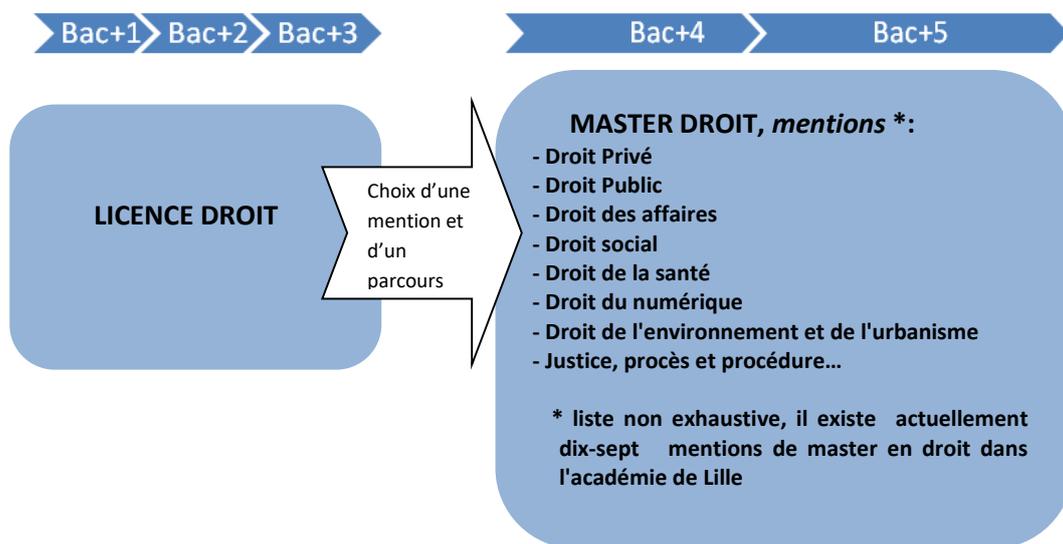
M. Saint-Sernin, Chargé de TD en droit public
(Source : www.lepetitjuriste.fr)

Dès la troisième année de licence, l'étudiant doit anticiper sa poursuite d'études en **master** et renforcer, par le choix d'un parcours ou d'une spécialisation, sa formation dans un domaine.

Objectif : choisir une mention de master et un parcours. Chaque master propose un ou plusieurs parcours.

Par exemple, le master mention droit privé de l'Université de Lille propose 5 parcours : Droit notarial ; études pénales et criminelles ; études processuelles et judiciaires ; Droit privé approfondi ; Droit des contrats et du recouvrement de créances.

Le Portail national des masters "trouvermonmaster.gouv.fr" regroupe l'intégralité des diplômes nationaux de *master* proposés par les établissements d'enseignement supérieur en France.



Préparer les concours de la fonction publique : La licence 3 Administration publique

La fonction publique offre de nombreux débouchés aux juristes. Pour préparer les concours, il est possible de s'orienter en troisième année, vers une Licence Administration publique

Où : à l'Université, en Institut de Préparation à l'Administration Générale (IPAG)

Admission : l'accès est sélectif après un bac +2 validé (BTS, DUT ou 2^{ème} année de licence)

Au programme : droit constitutionnel, droit administratif, économie générale, finances publiques, préparation aux concours...

Poursuite d'études possible en master Administration publique

Dans l'Académie de Lille, deux Universités préparent une Licence 3 mention Administration Publique :

- Université de Lille
- Université Polytechnique Hauts de France (UPHF)

Faire un parcours en droit après le bac sans passer par la case licence, c'est possible. Il existe des **diplômes à visée professionnelle** qui se préparent en deux ans.

Le **DUT Carrières juridiques**, formation polyvalente, et le **DEUST Assistant juridique**, plus spécialisé, permettent de se former rapidement en 2 ans dans le domaine du droit. Le **BTS Notariat** permet de devenir clerc de notaire.

DUT Carrières Juridiques

Où : Institut universitaire de technologie (IUT), Université de Lille

Durée : 2 ans

Quel bac : ES, STMG, L, S, bac pro Gestion Administration (plus rares)

Au Programme : Droit (civil, pénal, constitutionnel, commercial, des affaires, social, administratif, etc.), Comptabilité, Économie – Gestion, Informatique, Communication, Anglais

Stage : 10 semaines en 2^{ème} année de DUT

Évaluation : contrôle continu

Poursuite d'études : Licence professionnelle, Licence de droit, Licence Administration publique

Le DUT est une poursuite d'étude bien adaptée aux bacheliers technologiques.

DEUST Assistant Juridique

Où : à l'Université *Université Polytechnique Hauts de France*

Durée : 2 ans

Quel bac : STMG, ES, L, S, bac pro Gestion Administration

Au Programme : Droit privé (commercial, notarial et social) ; Droit public (constitutionnel, administratif), Rédaction d'actes juridiques, Comptabilité, Bureautique, Anglais

Stage : 2^{ème} année en alternance

Évaluation : contrôle continu et examens.

Poursuite d'études : licence professionnelle

BTS Notariat

Où : en lycée (G. Sannier à Boulogne/Mer, Gaston Berger Lille), école privée ou Institut national des formations notariales Lille

Durée : 2 ans

Quel bac : STMG, ES, L, S, bac pro Gestion-Administration (plus rares)

Au Programme : Droit général et notarial, Techniques notariales, Environnement économique et managérial du notariat, Travaux pratiques (mise en situation), Culture générale, Anglais...

Stage : 12 semaines

Évaluation : contrôle continu et examen final

Poursuite d'études : licence professionnelle

D'autres BTS comportent des enseignements juridiques qui prennent une place importante dans leur programme

- *BTS Professions immobilières*
- *BTS Assurance*

Après ces diplômes (DUT, BTS ou DEUST), l'étudiant peut entrer dans la vie active. Il peut aussi choisir de préparer en 1 an une Licence professionnelle dans le secteur juridique. L'accès en licence pro est également possible après une deuxième année de licence en droit validée.

Cette formation permet de se spécialiser dans divers domaines : activités juridiques, immobilier, assurance, ressources humaines... ou d'acquérir de nouvelles compétences.

Préparer une licence professionnelle par la voie de l'alternance apporte une expérience professionnelle qui sera un atout sur le marché de l'emploi.

Les métiers du droit et de la justice s'exercent selon les cas sous différents statuts : fonctionnaire (après un concours de la fonction publique), libéral ou salarié du privé.

En cabinet libéral

Au tribunal

En entreprise

Dans l'administration publique

Les métiers du Droit et de la Justice

La fonction publique

↳ Au ministère de la justice

➤ Le magistrat* (à partir du master)

Les magistrats du siège : juge d'instruction, juge des affaires familiales, juge des enfants... Indépendants du pouvoir politique, ils sont chargés de rendre les décisions de justice.

Les magistrats du parquet : procureur, procureur général, substitut du procureur... placés sous l'autorité du Ministère de la justice, ils sont chargés de défendre les intérêts de la société.

Pré requis : au minimum Master 1 en droit ou diplôme d'IEP (préparation magistrature), avoir moins de 31 ans et réussir le prestigieux concours d'entrée à l'ENM (Ecole Nationale de la Magistrature à Bordeaux)

A l'issue du concours : les auditeurs de justice suivent une formation rémunérée de 31 mois alternant cours à l'ENM de Bordeaux et stages en juridiction.

➤ Le greffier* (à partir de la licence)

Pré requis : être titulaire d'un bac+2 (plutôt en droit), réussir le concours national des greffes

A l'issue du concours : formation rémunérée de 18 mois alternant cours à l'ENG (Ecole nationale des greffes) de Dijon et stages en juridiction.

Fonctionnaire du ministère de la justice, il enregistre les affaires, prévient les parties des dates d'audience et de clôture, prépare les dossiers pour les magistrats, prend note du déroulement des débats, rédige les procès-verbaux, met en forme les décisions, etc....

➤ Le conseiller pénitentiaire d'insertion et de probation*

Sa mission est d'aider les personnes placées sous main de justice dans leurs démarches d'insertion, de contrôler le respect de leurs obligations imposées par l'autorité judiciaire (indemnisation, soins...), ainsi qu'œuvrer à la compréhension de leur peine et participer à la prévention de la récidive. **Pré requis** : être titulaire d'un bac+2 (plutôt en droit), réussir le concours organisé par l'ENAP (Ecole nationale de l'administration pénitentiaire). **A l'issue du concours** : formation rémunérée de 2 ans à l'ENAP à Agen.

↳ Dans les autres ministères

- Accès sur concours bac+3, ou bac+ 5
- Connaissances en droit indispensables

- ✓ Commissaires et lieutenants de police
- ✓ Officiers de la gendarmerie nationale, commissaires des armées
- ✓ Inspecteurs et contrôleurs des finances publiques, des douanes, de la concurrence et de la répression des fraudes...
- ✓ Inspecteurs du travail...

Pour exercer ces **professions réglementées**, il faut en plus du niveau d'études en droit requis, valider les conditions et le diplôme professionnel permettant d'exercer.

"C'est une profession libérale et indépendante. Les avocats sont regroupés en barreaux, établis auprès de chaque tribunal de grande instance.

En matière pénale, l'avocat donne des consultations juridiques. Il prend la parole pour défendre les personnes soupçonnées d'une infraction ou pour représenter les intérêts des victimes.

En matière civile, il accomplit les actes nécessaires à la procédure. Il représente le justiciable devant le tribunal, et accomplit en son nom, les formalités du procès." (Source : www.justice.gouv.fr)

➤ **L'avocat***

Pré requis : avec au minimum un Master 1 en droit, préparer dans un IEJ et réussir l'examen d'entrée au Centre Régional de Formation Professionnelle des Avocats (CRFPA).

A l'issue de l'examen : suivre une formation de 18 mois au CRFPA et obtenir le Certificat d'Aptitude à la Profession d'Avocat (CAPA)

➤ **Le notaire***

Deux voies possibles :

- **voie universitaire :** elle débute par l'obtention d'un Master en droit notarial et se poursuit avec la préparation en 24 mois du Diplôme Supérieur du Notariat (DSN).

- **voie dite professionnelle :** après un Master 2 en droit, l'étudiant intègre sur dossier et entretien un Institut national des formations notariales (INFN), préparation en 31 mois du Diplôme de Notaire. (Source : <https://www.infn-lille.com>)

Bien qu'exerçant dans un cadre libéral, le notaire est un officier ministériel nommé par arrêté du ministère de la justice.

Sa fonction première est la rédaction d'actes, de contrats qu'il va authentifier, conserver et dont il va délivrer une copie (contrats de mariage, successions, divorces, baux, achat et vente de biens immobiliers...). Il a aussi un rôle de conseil et de conciliation. Il est lié par le secret professionnel.

➤ **L'huissier de justice***

L'huissier est à la fois un professionnel libéral et un officier ministériel.

Son travail consiste à rechercher des solutions aux litiges entre créanciers et débiteurs.

Titulaire d'un Bac+4 en droit, stage rémunéré de deux ans dans une étude d'huissier et formation à l'INHJ (Institut national de formation des huissiers de justice) puis examen professionnel à l'issue des 2 ans

Une nouvelle profession : Commissaire de justice

Le 1er juillet 2022, une nouvelle profession verra le jour : le commissaire de justice, qui résultera de la fusion des actuels commissaires-priseurs et huissiers de justice. Ce qui nécessite, d'ici là, que les commissaires-priseurs soient formés au métier d'huissier de justice et inversement.

➤ **Le commissaire priseur***

Pré requis : titulaire d'une double licence en droit et en histoire de l'art, passer l'examen d'accès au stage de commissaire-priseur (écrit et oral) et faire un stage rémunéré de 2 ans.

A l'issue des deux ans : Passer un examen d'aptitude spécial qui comporte 3 épreuves orales

Le commissaire-priseur judiciaire est nommé par le Garde des Sceaux au sein d'un office. Il procède aux ventes judiciaires : liquidation d'une société, saisie, succession, tutelle...

Le commissaire priseur en charge des ventes volontaires travaille au sein de sociétés commerciales agréées par le Conseil des ventes. Il effectue les ventes volontaires de biens mobiliers, objets d'art et de collections, matériel industriel ou véhicules.

Ces juristes exercent à titre salarié au sein des services juridiques, de ressources humaines, financiers...des PME – PMI, grandes entreprises, banques, associations, etc.

➤ **Le juriste d'entreprise* (Bac +5)**

Il s'agit pour le juriste de défendre les intérêts de l'entreprise qui l'emploie. Il intervient dans la rédaction des contrats, il instruit les dossiers contentieux, il assure une veille juridique permanente et conseille ses interlocuteurs non juristes.

Devenir juriste d'entreprise

- Master en droit des affaires
- Un complément de formation en école de commerce est très apprécié.
- Etre titulaire du CAPA (Certificat d'Aptitude à la Profession d'Avocat) est un atout indéniable

➤ **Le clerc et le secrétaire juridique* (Bac+2, Bac+3)**

Parmi les assistants ou collaborateurs d'avocats, de notaires, d'huissiers ou de juristes d'entreprise, les plus recherchés sont le secrétaire juridique et le clerc de notaire.

✓ **Le Secrétaire juridique**

Devenir secrétaire juridique

DEUST assistant juridique ou DUT carrières juridiques, BTS support à l'action managériale, BTS gestion de la PME complété par une licence professionnelle dans le domaine juridique.

Le secrétaire juridique, appelé aussi assistant juridique, est compétent en bureautique. Sa connaissance des procédures et du vocabulaire juridiques est essentielle. Il prépare les dossiers, répond au téléphone, organise les réunions, fait les comptes rendus, gère les rendez-vous et l'emploi du temps des juristes, rédige le courrier, s'occupe des factures...

✓ **Le Clerc de notaire**

Sous la responsabilité du notaire, le collaborateur prépare, rédige et fait authentifier les actes ponctuant la vie des familles et des entreprises : mariage, achat ou vente de propriété, succession, donation...

Devenir clerc de notaire?

Etre titulaire d'un BTS Notariat ou d'un DUT ou DEUST du secteur juridique complété d'une licence professionnelle métiers du notariat.

* Tous ces métiers sont exercés aussi bien par des hommes que par des femmes.

Je souhaite des études courtes et professionnalisées

➤ Au Lycée

Préparer un **Brevet de Technicien Supérieur (BTS)**

- Assurance - préparé dans 5 lycées publics ou privés sous contrat et 1 CFA
- Notariat - préparé dans 2 lycées publics et à l'Institut des métiers du notariat (privé sous contrat)
- Professions immobilières - préparé dans 4 lycées publics et 1 CFA

➤ A l'Université

Préparer un **Diplôme Universitaire de Technologie (DUT)**

- Carrières Juridiques - préparé à l'IUT C Roubaix, Université de Lille

Préparer un **Diplôme d'Études Universitaires Scientifiques et Techniques (DEUST)**

- Assistant juridique - préparé à l'Université Polytechnique Hauts de France (UPHF)

Les études générales ne me font pas peur

Préparer une **licence générale en trois ans à l'Université**

➤ Mention Droit

Université d'Artois (Site de Douai)
 Université de Lille (Campus Moulins et antenne de Cambrai)
 Université du Littoral (Sites de Boulogne sur Mer et Dunkerque)
 Université Polytechnique Hauts de France
 Institut catholique de Lille

➤ Mention Administration publique (en 3^{ème} année uniquement, accès sur dossier et entretien)

Universités de Lille et UPHF en IPAG (Institut de Préparation à l'Administration Générale)

Candidater dans une formation après le bac

👉 www.parcoursup.fr
 du 22 janvier au 14 mars 2019

En BTS, DUT et DEUST

Admission sélective sur dossier, éventuellement entretien (pour le DUT)

En Licence de droit

Certaines universités proposent des doubles cursus ou des parcours spécifiques dès la 1^{ère} année.

Attention : ces formations font l'objet d'un vœu spécifique sur Parcoursup !

- Licence droit histoire de l'art - annexe de Cambrai - Université Lille
- Licence droit parcours droit-langues - FDEG - UPHF
- Licence droit option Académie ESJ (École Supérieure de Journalisme) - Université Lille

Retrouvez la liste complète des formations proposées dans l'académie de Lille

Guide ONISEP
« Entrer dans le SUP »
 - Rentrée 2019 -

Pour aller plus loin

Ressources ONISEP

- Guide « Entrer dans le Sup après le Bac, Rentrée 2019 » – Académie de Lille



- « Les métiers de la justice » Collection Parcours, Octobre 2015



- « Les métiers du droit » Collection Parcours, Octobre 2016



Autres Ressources

S'informer sur les formations

▪ A l'université

Université d'Artois <http://www.univ-artois.fr/L-universite/UFR-et-IUT/Droit>

Université de Lille <http://droit.univ-lille.fr/accueil/>

Université du Littoral <https://droit.univ-littoral.fr/>

Université de Valenciennes <http://www.uphf.fr/FDEG/la-filiere-droit>

▪ En écoles professionnelles du secteur de la justice

Ecole nationale de la magistrature www.enm.justice.fr

Ecole nationale des greffes www.eng.justice.fr

Ecole nationale de l'administration pénitentiaire www.enap.justice.fr

Ecole nationale de la protection judiciaire de la jeunesse www.enpjj.justice.fr

Ecole des avocats Nord-Ouest IXAD <http://www.cfpa-online.com/>

Institut national des formations notariales de Lille <https://www.infn-lille.com/>

S'informer sur les métiers du droit et de la justice

Site du Ministère de la justice / rubrique Métiers <http://www.metiers.justice.gouv.fr/>

Association française des juristes d'entreprises www.afje.org

<https://www.lepetitjuriste.fr/>

www.devenir-avocat.fr

www.notaires.fr

<http://www.huissier-justice.fr/>

<http://www.commissaires-priseurs.com/>